La dérive roumaine : responsabilité internationale et complicité intérieure

Boycott de l'histoire ou désengagement?

«La sourde conscience d'être un monde en soi, telle qu'elle couve dans la cendre vive des soucis et des épreuves, a donné au village roumain non seulement la force de résister aux convulsions millénaires, mais encore et surtout, une détermination, une vigueur et une énergie sans pareille pour "boycotter" l'Histoire, en lui opposant à tout le moins une souveraine indifférence.» [1]Lucian Blaga , *Éloge du village roumain* , éd. Librairie du Savoir, Paris: 1989, p. 19. Ainsi s'exprimait le 5 juin 1937 le poète et philosophe Lucian Blaga, devant le roi et l'élite intellectuelle roumaine, lors de son discours de réception à l'Académie roumaine, discours intitulé «Éloge du village roumain». Même si l'on ne partage pas le raisonnement métaphysique du philosophe (et encore moins les fantasmes identitaires qu'il entretient) on peut trouver suggestive la métaphore du poète. À condition, cependant, de prendre quelques libertés dans l'interprétation, en se disant que si les villageois et les Roumains en général qu'évoque Lucian Blaga boycottent l'histoire c'est aussi parce qu'ils n'y ont pas été conviés et parce qu'ils n'ont pas réussi – soit qu'ils n'ont pas su soit, surtout, qu'on les en a empêchés – à se donner les moyens sinon de faire l'Histoire tout au moins d'y intervenir efficacement [2]Le fait de ne pas partager l'optimisme de L. Blaga ne signifie pas dans notre cas épouser le pessimisme de Cioran sur la question. Voici la traduction d'un bref extrait de son livre *Schimbarea la fata* (pp. 61, 62) paru la même année (1937) que l' *Éloge du village roumain*, à Bucarest, aux éditions Vremea: «Nous devons examiner le trait spécifique national qui a immobilisé la

Roumanie pendant mille ans afin de pouvoir le liquider, en même temps que la fierté ridicule qui nous y rattache. Chaque fois que je regarde le paysan roumain j'aime contempler, inscrits dans les plis de son visage, les creux douloureux de notre passé. Je ne connais pas en Europe de paysan plus affligé, plus terreux, plus accablé. J'imagine que ce paysan n'a pas dû avoir une puissante soif de vie pour que son visage fût marqué par tant d'humiliations, pour que toutes les défaites eussent approfondi ses rides. Quelles que soient les réserves de vie dont il puisse faire preuve, l'impression n'est pas celle d'une fraîcheur biologique. Son être est une existence souterraine et sa démarche lente et voûtée est un symbole pour les ombres de notre destin. Nous sommes un peuple issu des gorges, des montagnes, des vallées. Nous avons regardé le réel à partir de l'ombre et nous sommes restés droits dans l'obscurité. Nous nous sommes rafraîchis pendant mille ans. C'est pourquoi, seule la fièvre peut encore nous sauver. (...) Quand le paysan roumain lèvera-t-il la tête? Vers le bas, nous n'avons cessé de regarder depuis que nous sommes nés.» Ce genre de vision pessimiste, radicale mais non dépourvue d'ambiguïté, avait conduit son auteur en ce temps (depuis il a changé) à des professions de foi nationales-bolcheviques. Rétrospectivement, on pourrait faire remarquer que, pas plus que la glaciation stalinienne et nationale-communiste des années Ceausescu, la fièvre fasciste n'a guère «sauvé» les Roumains.. Le destin des Roumains perd alors son caractère unique et ineffable mais les jugements que l'on porte sur ces hommes gagnent en précision.

C'est pour une question de méthode et non de philosophie de l'Histoire que j'ai cité Lucian Blaga. On a souvent tendance à penser et à décrire l'attitude d'une population et des groupes qui la constituent à l'égard des décisions politiques qui les concernent en termes d'adhésion et de rejet. À tort, me semble-t-il, puisque l'indifférence l'emporte souvent. Rarement «souveraine», en général plutôt impuissante et désabusée, voire peureuse, l'indifférence pèse beaucoup plus

sur l'histoire, y compris immédiate, que le raisonnement politique ne peut l'admettre. On ne saurait accorder une signification pertinente à l'adhésion et au rejet politiques sans tenir compte du poids de l'indifférence, considérée à son tour comme pouvant être, selon la situation, plutôt favorable ou plutôt hostile. Ces catégories me semblent indispensables pour comprendre le comportement des Roumains vis-à-vis de la passion nationale-communiste mise en scène par le régime Ceausescu à leur intention et pour saisir les formes et les mécanismes de la complexité caractérisant cette période.

L'indifférence dont il est ici question s'apparente à une sorte de désengagement social, massif et diffus, déroutant à plus d'un titre. Peu réfléchi, instinctif en apparence, ce désengagement repose sur une culture bien rudimentaire, certes, mais résistant sereinement à toute épreuve. Il ne fait pas, en général, suite à un engagement et se présente volontiers comme un refus d'engagement: souvent à tort, mais avec un succès certain dans les régimes communistes, qui érigent l'engagement tous azimuts en valeur suprême. Lorsque l'occasion se présente, ceux qui adoptent cette attitude se servent sans scrupule d'un pouvoir auquel ils n'adhèrent pas; même pas par le biais du civisme. En règle générale, le désengagement «ignore» plutôt le pouvoir et se situe aux antipodes de la résistance qui, elle, le rejette fondamentalement.

De par son existence même, le désengagement massif lance au pouvoir en place un défi qui, en un sens, est plus redoutable que celui de la résistance. Isolé, puisque privé de la participation de ses assises sociales, ce pouvoir est contraint de tourner en rond; impuissant, puisque ceux qu'il est censé soumettre et organiser n'y adhèrent pas, il doit multiplier les signes de puissance. Les ravages qui s'ensuivent sont considérables et la dérive roumaine les illustre de manière suffisamment édifiante pour que nous nous abstenions de tout éloge précipité au désengagement.

1968, l'année de grâce

Si le lendemain du 22 août – jour de la condamnation publique et énergique par la direction communiste roumaine de l'intervention des troupes soviétiques et des pays du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie – Ceausescu avait organisé un référendum, il aurait eu de bonnes chances de se faire plébisciter par la population. Peu de Roumains, y compris parmi les rares partisans du régime, pouvaient à l'époque se vanter d'avoir prévu une telle popularité, et, de nos jours, la plupart des Roumains s'en étonnent rétrospectivement. Pourtant, la grâce que leur régime de «démocratie populaire» d'ordinaire si impopulaire a connue en 1968 avait été préparée par les années précédentes et allait connaître des prolongements pendant les années à venir. En effet, les premiers signes de détente entre le pouvoir et la population sont antérieurs à la mort de Gheorghe Gheorghiu-Dej en 1965, tandis que la dérive actuelle ne devient générale et n'apparaît comme irrévocable qu'au milieu des années 70, même si ses débuts remontent à la mini-révolution culturelle inaugurée par les thèses de juillet 1971. Cela fait une bonne décennie de dynamique qui pouvait sembler, parfois à juste titre, prometteuse aux yeux de la population et dont le régime saura tirer profit. Cette période clef de l'après-guerre roumain ne fait pas que précéder dans le temps la dérive actuelle: elle la prépare, aussi. C'est ce que j'essayerai de montrer ici à travers la description de diverses formes qu'a pu revêtir la complicité qui s'est nouée entre certains secteurs de la population et le régime pendant la seconde moitié des années 60 et le début des années 70.

Voici, maintenant, un extrait de l'allocution prononcée par Ceausescu à l'occasion de la rentrée universitaire, le 1er octobre 1968, soit quelque cinq semaines après sa condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie, au sommet donc de sa popularité:

«Y aurait-il encore quelqu'un pour penser que l'on peut

trouver en Roumanie des forces sociales capables de mettre en danger notre système socialiste? Je crois que non! (De nombreuses voix crient aussi: “non” “non”). Sans doute, camarades, aucun paysan coopérateur, aucun travailleur des stations de machines et de tracteurs ou des entreprises agricoles d'État, aucun intellectuel de nos instituts de recherches, des écoles ou des instituts d'enseignement ne pourrait permettre à quiconque de mettre en doute la solidité et la force du socialisme en Roumanie. Naturellement, il peut y avoir encore des fous et il y en aura toujours. Mais pour les fous notre société socialiste dispose de tous les moyens nécessaires, la camisole de force y compris. Mais, comme vous le savez, nous développons la médecine sur une large échelle. Nous espérons que, dans un proche avenir, nous aborderons le problème du perfectionnement de l'activité de protection de la santé dans le cadre d'un plénum du comité central du parti. Même ces fous peuvent être traités à l'aide de moyens plus modernes, pour ne pas avoir à recourir à la camisole de force. »

Étonnant, n'est-ce pas? Et, surtout, sinistre, si l'on pense aux diagnostics-accusations qui allaient accabler peu de temps après les contestataires du régime, réduits à l'état de politicopathes: «délire réformiste» pour avoir fait signer des pétitions contre les mauvaises conditions de travail, «monologue furieux» pour avoir critiqué le régime en public, ou «délire de persécution» et «atteinte de l'instinct de conservation» pour avoir dénoncé la répression et entamé des grèves de la faim en signe de protestation contre les conditions de détention-enfermement. Pourtant, sur le coup, ce genre de propos n'a pas surpris outre mesure les Roumains ni contribué à faire baisser la popularité du régime.

Il faut, en effet, rappeler le contexte discursif et argumentatif de cet extrait pour bien situer les menaces qu'il profère dans la logique de l'époque. La Tchécoslovaquie venait d'être envahie sous le prétexte de l'activité des forces

antisocialistes dans ce pays. Bien que membre du pacte de Varsovie, la Roumanie n'a pas participé à l'invasion; pire, elle l'a condamnée vigoureusement en déniant la véracité des raisons invoquées par les Soviétiques. Par conséquent, la Roumanie était à son tour menacée d'être envahie et, à travers son argumentation, Ceausescu entendait épargner à son pays un tel sort. Voilà l'argument majeur du national-socialisme roumain, qui reviendra, sous différentes formes, adaptées aux conjonctures qui allaient se succéder, tout au long des années suivantes. Nous sommes là en plein cœur du jeu, du marché, du compromis que Ceausescu semblait proposer à ses sujets jusqu'à une date relativement récente. Force est de constater que le procédé s'est révélé en fin de compte efficace: les troupes soviétiques n'ont pas franchi les frontières du pays et le régime n'a jamais été sérieusement inquiété par les forces antisocialistes internes.

Les raisons d'une telle efficacité (redoutable, puisque la dérive en est en quelque sorte la contrepartie, sinon le résultat) se trouvent non seulement dans l'habilité de Ceausescu et de son équipe mais aussi dans l'ambiguïté de l'attitude d'une importante fraction de la population.

Le procédé était ingénieux: mieux que quiconque, Ceausescu a su utiliser l'implicite, – reprenant les figures rhétoriques les plus déroutantes, le sous-entendu et l'allusion savamment dosée – afin d'interpeller la fierté nationale roumaine dans toute sa complexité (depuis ses formes spontanées et ingénues jusqu'au nationalisme agressif et cynique), sans pour autant assumer (et se compromettre avec) des propos décryptés par les observateurs étrangers comme incendiaires à l'égard des Soviétiques. Bien entendu, sans un climat de tension propice, jamais une telle finesse de communication n'aurait abouti à des exploits aussi déroutants. Le vrai génie politique du pouvoir communiste pendant cette période réside dans son ingéniosité à provoquer, en prenant des risques calculés, et à entretenir souvent artificiellement, des situations de crise

internationale ayant comme enjeu le pays.

Un seul maître de jeu

Les Roumains ont-ils joué le jeu, accepté le compromis ou participé au marché proposé habilement par Ceausescu? Certainement pas: combien même nombre d'entre eux l'auraient-ils souhaité, ils ne le pouvaient pas. Pour que l'on puisse parler de jeu, de compromis ou de marché il faut plusieurs partenaires. Or, une telle situation ne s'est jamais présentée en Roumanie. Depuis la fin du règne de Dej, déjà, et pendant tout le régime national-communiste roumain, pour le meilleur et pour le pire, l'initiative et le contrôle du nationalisme exhibé par la direction roumaine aux dépens de l'URSS lui ont appartenu. Qu'il s'agisse des conflits majeurs au sein du CAER, évoqués plus haut, ou des nombreuses escarmouches idéologiques dans le genre de celle occasionnée par la publication des écrits de Marx sur les Roumains contenant une critique de l'expansionnisme tsariste.

À l'issue de l'une des périodes les plus dures de leur histoire, marquée par les exactions de l'occupation soviétique et du régime qu'elle avait mis en place, les Roumains de tous bords ont, pour la plupart, applaudit aux initiatives indépendantistes du régime. Ils n'y ont jamais été sérieusement associés et ce n'est qu'en simples spectateurs et figurants ou en dociles membres de parti qu'on leur a permis de participer au nouveau processus. Un exemple parmi tant d'autres: le jour où Ceausescu prononçait sa condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie lors du meeting devant le siège du comité central, plusieurs centaines de jeunes qui s'étaient réunis de manière spontanée et autonome pour protester devant les ambassades des États ayant participé à l'invasion étaient dispersés brutalement par des policiers en civil. Dans leur hâte, ces derniers n'ont vraisemblablement même pas eu le temps de ramasser les quelques tracts antimilitaristes distribués lors de cette manifestation. Et pourtant tout cela se passait au même moment, dans la même

ville et au nom de la même «cause»... Pour une fois, il y avait en cette fin de mois d'août 1968, unanimité réelle sur une question politique de taille. Les autorités du parti-État allaient-elles modifier leur conception de l'unanimité et mettre un terme, ne serait-ce que dans un domaine particulier, le rapport avec l'URSS, à l'unanimité qu'ils avaient imposée et qu'ils entretenaient par la démonstration de force, la répression et la discussion? Non, leur formation intellectuelle, leur histoire récente et leur horizon politique rendaient inconvenante une telle évolution.

Le spectacle haut en couleur de l'indépendantisme roumain auquel tout un chacun s'empressait, de manière naïve ou calculée, pour une raison ou pour une autre, d'apporter sa petite contribution, même lorsque le spectacle tournait à la mascarade ou à la fanfaronnade, a été d'emblée contrôlé par le pouvoir qui en gardera jalousement le monopole. Le fait qu'il y ait eu d'énormes pressions dans le pays en faveur de l'indépendantisme, qui a été accueilli avec enthousiasme par la population, ne veut pas dire que c'est sous cette pression et en raison de cet enthousiasme, dont il saura tirer le meilleur parti, que le pouvoir communiste a décidé et mené sa politique indépendantiste.

Le national-communisme roumain est l'expression idéologique de l'émancipation de l'appareil indigène au respect de la souveraineté soviétique. Un tel processus historiquement inévitable mais qui en Roumanie a pris des dimensions spectaculaires, implique des mutations sensibles tant dans la mentalité des membres du parti (à la base comme au sommet) que dans la composition sociale de ses effectifs. Sur le plan des valeurs, des aspirations et des objectifs, les communistes roumains ont sensiblement changé depuis les années 60. En revanche, ce processus n'a nullement remis en question l'absence de démocratie au sein du parti ni de ses relations avec la population. Bien au contraire, le centralisme démocratique et le rôle d'avant-garde du parti ont trouvé

enfin la source de légitimité qui auparavant leur faisait défaut: la référence nationale.

À la fin des années 60, bon nombre de personnes appartenant de près ou de loin à d'autres sensibilités, non communistes, s'inscrivirent dans le parti, en raison notamment des coups d'éclat politique de la direction communiste. On les laisse entrer dans le parti, on leur permet d'y faire carrière, y compris à ceux dont l'ancienne appartenance politique était connue. Leur influence sera mineure sinon insignifiante. Prenons l'exemple, flagrant, des anciens militants ou sympathisants légionnaires. Malgré les apparences, ils ne sont pas pour grand chose dans les tournures explicitement fascistes de certaines initiatives du parti-État pendant les années 70. C,elles-ci sont le plus souvent à mettre sur le compte de la découverte «spontanée» par le parti lui-même, en voie d'autochtonisation, de nouvelles formes d'affirmation s'inspirant parfois de la saga fasciste roumaine d'avant-guerre.

La force du PCR en 1968 est trompeuse et, à ce titre, a trompé plus d'un observateur. Elle résulte de la coïncidence (préparée par les événements ayant marqué les années précédentes, donc nullement fortuite) entre sa ligne indépendantiste et la position de la population sur une question précise, celle de l'indépendance du pays. Le parti n'était pas assez fort pour laisser une marge de liberté à la population même dans un domaine où leurs positions convergeaient. Sur ce point, le parti, lui, ne s'est pas trompé.

Le compromis, le jeu, le marché «proposés» par Ceausescu aux Roumains ne s'apparente que jusqu'à un certain point au cercle vicieux qu'il avait contracté, à la même époque, avec les Occidentaux. On pourrait le formuler ainsi: «Je fais tout pour m'opposer aux Soviétiques, restez derrière moi, obéissez-moi!» Mais il était accompagné d'une précision: «Sinon le pays sera occupé et redeviendra dépendant de l'URSS» et comportait,

surtout, une clause significative: «De toute manière, si vous ne m'obéissez pas, je réprime, y compris parce que vous mettez le pays en danger!» Si les Occidentaux pouvaient penser trouver leur compte (et l'ont, en partie, trouvé: un petit éclat diplomatique par-ci, un nouveau marché économique par-là) pour les Roumains la perspective ouverte par Ceausescu était moins réjouissante. Ou bien – dans l'hypothèse d'une pression ou d'une intervention soviétique – retour à une situation honnie, celle de quasi-vassalité de l'URSS, que le pays avait connue pendant la période stalinienne, ou bien maintien de la situation en cours depuis les années 60 que tout un chacun s'accordait pour trouver meilleure que la précédente. Sinon, répression.

Non négligeable, le succès du chantage exercé par Ceausescu sur la population, indissociable du climat de tension qui régnait en ce temps, a été de courte durée, surtout si l'on pense à la longévité déroutante du cercle vicieux qui caractérisait les relations entre le régime roumain et ses interlocuteurs occidentaux. Après 1968, au fur et à mesure que la conjoncture internationale se dédramatise aux yeux de la population roumaine, le prestige s'évanouit; ses surenchères ultérieures, nombreuses et obstinées, n'auront jamais réussi à inverser la tendance. La différence entre le danger d'un retour au soviéto-stalinisme des années 50 et l'intérêt du maintien du statu quo des années 60 s'estompe. Depuis le milieu des années 60 déjà, on pouvait constater que les tentatives et les velléités tant soit peu autonomes ou radicales de modification des structures héritées justement de la période soviéto-stalinienne, peu affectées par la déstalinisation officielle, se heurtaient soit à l'agacement de l'appareil, soit à la répression pure et simple. Pour le pouvoir, 1968 est une année de grâce non seulement en raison de ses retrouvailles avec la population sur le thème de l'indépendantisme mais aussi – et le lien est évident – parce qu'il a réussi à reléguer au second plan, à mettre en suspens, la question du changement des structures en place. La

population ne tardera pas de s'apercevoir que le prestige de Ceausescu fournissait au régime une panoplie nouvelle d'arguments pour ne pas procéder à des réformes internes, dissuader ceux qui avaient l'intention de les réclamer et punir ceux qui les exigeaient.

Des changements finiront par survenir, puis se multiplier, pour aboutir sans rencontrer de résistance efficace, à la dérive que l'on sait. Bien entendu, il ne s'agira pas des changements souhaités, unanimement estimés indispensables et dont la réalisation semblait à certains, en 1968, imminente. Les thèses de juillet 1971 inaugurent une longue série de fuites en avant qui seront perçues comme autant de retours en arrière, à la situation soviéto-stalinienne. Par conséquent, le maintien de la situation en cours face au spectre de l'intervention soviétique et du retour en arrière perd progressivement tout intérêt aux yeux de la population. La période 1965-1971 sera désormais évoquée avec nostalgie et fera en quelque sorte figure d'âge d'or de l'après-guerre roumain.

Faire semblant de jouer le jeu

Dans ces conditions, Ceausescu parlait-il, notamment depuis 1971, dans le vide? Ses innombrables trouvailles et retrouvailles politiques qui ont pendant longtemps fait l'événement pour sombrer ensuite dans le ridicule et le grotesque étaient-elles simplement destinées à combler le vide alors que l'on adoptait et appliquait des mesures draconiennes, puis criminelles qui se passaient volontiers de toute argumentation sérieusement persuasive? Pour qu'un tel régime se maintienne, persiste et récidive il fallait bien que ces arguments trouvent un écho significatif et, en fin de compte, complaisant sinon favorable au sein de la population. Lequel? La réponse à cette question permet de saisir les formes de complicité à l'intérieur du pays dans la dérive roumaine.

Ne pouvant pas jouer le jeu, participer au compromis proposé par Ceausescu, une fraction importante, et parfois décisive, de la population a adopté l'attitude suivante: faire semblant de jouer le jeu, d'accepter le compromis proposé par Ceausescu en espérant bien trouver ainsi son compte, y gagner quelque chose: dans le domaine symbolique mais aussi matériel. Confrontés aux dégâts de la dérive qui s'ensuivit, le compte qu'ils y ont trouvé et les bénéfices ou les satisfactions compensatoires qu'ils en ont tirés sont dérisoires. La démarche peut sembler byzantine à court terme et suicidaire à long terme. Dans le contexte politique (communiste) et géo-historique (balkanique) de la Roumanie, elle ne surprend qu'à moitié. Toujours est-il qu'elle a joué un rôle clef pendant la période 1968-1971 et non négligeable entre 1962 et 1968, d'une part, et entre 1971 et 1980, d'autre part.

Bien entendu, cette attitude n'est pas la seule ni la plus répandue. Il y a aussi, outre les naïfs et les manipulés, qui ne manquent pas, ceux qui ont mis à profit l'ouverture du régime pour adhérer au parti. Conscients de la nature de cette ouverture, très rarement par conviction politique, ils ont participé au renouvellement et à la relève des effectifs du pouvoir. Leur adhésion n'est pas significative en raison des contreparties matérielles et hiérarchiques qu'elle visait. Il y a aussi ceux qui ont refusé et contesté le jeu pipé de Ceausescu. La plupart, parce qu'il était pipé plutôt qu'en raison de la nature de ce jeu. L'attitude de rejet est encore moins significative en raison du nombre infime de ses partisans actifs. L'attitude consistant à faire semblant de jouer le jeu, enfin, n'est pas celle adoptée par la majorité des gens. Ceux qui l'on adoptée d'une manière ou d'une autre, sont moins nombreux que ceux qui se sont tenu à l'écart du spectacle, autant que possible, se contentant d'acquiescer en cas extrême. L'attitude consistant à faire semblant ne s'est pas moins révélée décisive dans le maintien du régime, puis dans sa dérive. Même minoritaire, elle est pour beaucoup dans l'isolement de ceux qui ont rejeté le jeu du régime et dans

l'inefficacité de ceux, nombreux, qui se sont tenu à l'écart.

L'art de faire semblant est complexe et ses manifestations multiples. La différence est énorme entre, disons, l'ouvrier sorti avec ses collègues dans la cour de l'usine, encadré par ses supérieurs hiérarchiques et les camarades gardes du corps de l'illustre visiteur, qui applaudit à tout va Ceausescu lors de son passage, le père de famille qui se dit, et laisse entendre ou fait valoir à mi-voix à son entourage que «malgré tout, Ceausescu nous a débarrassé des Russes», ou l'écrivain (le professeur universitaire, le peintre, le scientifique...) qui, peu suspect de convictions communistes, s'empresse de rendre public un hommage vibrant au numéro un du parti et de l'État.

Le premier exemple illustre une attitude sur laquelle je ne m'attarderai pas ici en raison des facteurs coercitifs qui la conditionnent. Tout un chacun à un moment ou à un autre de son existence est amené, ou plutôt contraint, à adopter cette attitude. On peut faire confiance au régime roumain pour compenser le manque d'intérêt que suscite son spectacle ubuesque par une mobilisation tous azimuts de plusieurs millions de figurants anonymes chauffés à bloc pour la cause. Ni innocents ni coupables, ces figurants peuvent être considérés, le temps de leur modeste contribution au spectacle, comme captifs. Les choses se compliquent avec les attitudes illustrées par les deuxième et troisième exemples. Bien que les louvoiements du père de famille soient bien inoffensifs comparés à l'engagement cynique de l'artiste ou du scientifique, dans les deux cas on fait semblant de jouer le jeu et l'on se rend ainsi complice du régime.

La complicité diffuse

Le désengagement que j'évoquais plus haut à propos de l'«indifférence souveraine» attribuée par Lucian Blaga aux Roumains se traduit souvent dans la vie de tous les jours par une sorte de conformisme bien prosaïque fondé davantage sur

les impératifs de survie, dans les meilleurs conditions possibles que sur des convictions existentielles, religieuses, politiques ou civiques profondes. Ce serait aller trop vite en besogne que de porter un jugement global et catégorique sur le conformisme de survie qui, en règle générale, caractérise la société dans sa majorité. Il comporte, à regarder de plus près, deux aspects déroutants et contradictoires. D'une part, une surprenante disponibilité critique. Ses manifestations sont d'abord verbales mais suffisamment répandues et systématiques pour attirer l'attention. Le contraste qui a frappé plus d'un observateur de passage en Roumanie entre le mécontentement affiché en privé et le comportement docile adopté en public ne s'explique pas par une simple versatilité hypocrite. Cette disponibilité critique, incontestable, emprunte souvent le cheminement sinueux de l'hypercriticisme: à force de trop critiquer on finit par annihiler l'effet critique de son propos, surtout lorsque l'on est confronté à des situations concrètes. Mais, parfois, il peut y avoir passage à l'acte. Si elles n'ont jamais réussi à briser l'isolement qui, chaque fois, hypothéquait tout acquis politique durable, les nombreuses explosions sociales qui marquent le pays depuis la grève des mineurs de la vallée de Jiu, en 1977, frappent avant tout par leur caractère massif et agressif. On ne saurait comprendre une grève-manifestation comme celle de Brasov, en 1987, sans faire intervenir la disponibilité critique effective de cette population qui, par ailleurs, se complait bon gré mal gré dans une attitude de conformisme des plus «exemplaires».

Néanmoins, il serait tout aussi absurde de conclure à la permanence et à l'irréversibilité de la passivité et du fatalisme que de conclure à leur absence tout court. Mécontents et révoltés en puissance, les gens ne sont pas moins soumis dans la réalité de tous les jours. Cette contradiction qui n'a rien de secret génère une recherche effrénée d'autojustification qui se situe aux antipodes de la logique critique. C'est le second aspect du conformisme de

survie. Dans la Roumanie d'après-guerre, il n'y a pas plus de soumission pure que d'oppression pure. Il faut bien une raison pour s'y faire, pour accepter la situation. Plus la perspective de la révolte est lointaine et ses débouchés incertains, plus le besoin de justifier sa condition de fait et de l'inscrire dans une cohérence vraisemblable est intense. Le «mérite» de Ceausescu n'est pas d'avoir manipulé ou trompé les gens mais de leur avoir fourni un excellent argument, et l'occasion, pour le faire eux-mêmes.

Ni l'émergence d'une conviction nationale-communiste ni le retour en force de la conviction nationaliste (bien que, sous une forme différente, elle ait joué un rôle non négligeable) et encore moins la conviction communiste traditionnelle n'explique de façon satisfaisante le succès du raisonnement proposé par Ceausescu auprès de tant de Roumains. Fraîchement issus et toujours hantés par une période où lorsque l'on n'adhérait pas avec enthousiasme on risquait de faire figure de comploteur, de nombreux Roumains trouvaient enfin des arguments auxquels ils pouvaient se raccrocher. Faute de mieux; en attendant mieux. Et pour le pire, comme ils ne manqueront pas de s'apercevoir avec le temps.

Le fait de faire semblant de faire jouer le jeu – tout en sachant, en fin de compte, qu'il était pipé – relève donc d'une sorte d'illusion automystifiante résistant à toute épreuve en dépit de sa fragilité. Une telle explication privilégiant le rôle de l'imaginaire et du symbolique dans ce qu'il comporte de contradictoire, voire d'absurde, peut sembler saugrenue si l'on ne prend pas en considération le statut de l'illusion dans un régime politique autocratique dont le marché économique est réglé par la pénurie et qui, sur le plan des valeurs, puise tout aussi artificiellement dans l'archaïsme nationaliste que dans l'utopie communiste. L'illusion de partager, ne serait-ce qu'en partie, le raisonnement du pouvoir conforte, en effet, ceux qui la nourrissent. Elle rassure, peut faire ouvrir des portes et

miroiter des perspectives de promotion... Enfin, elle permet d'exorciser les tentations d'une critique assumée et d'éviter les dangers auxquels s'exposent non seulement les contestataires mais aussi, potentiellement, tous ceux qui font la sourde oreille devant les sirènes du pouvoir: par méfiance, par attachement à d'autres convictions ou croyances, par dignité tout court.

«Se trouver une raison» pour échapper aux multiples dangers réels ou imaginaires d'insécurité psychologique et matérielle en entretenant l'illusion de partager le raisonnement du pouvoir ne signifie pas automatiquement donner raison à ce pouvoir ou répondre favorablement à ses injonctions. Attitude superficielle et réversible, le faire-semblant ordinaire constitue une forme bénigne de complicité. À force d'étouffer la disponibilité critique et d'isoler ses manifestations explicites, ce genre de complicité a joué en Roumanie pendant la période considérée un rôle décisif en bloquant et en désamorçant toute dynamique sociale allant dans le sens de la résistance, de l'opposition ou de la contestation. Ce genre d'attitude diffuse ne saurait être assimilé à un véritable engagement en faveur du régime et il serait ridicule d'y chercher le fondement d'un quelconque consensus politique sur lequel aurait reposé le pouvoir de Ceausescu.

La collaboration tactique

L'autre forme de complicité dont il faut tenir compte pour expliquer la dérive du régime roumain est encore plus déroutante, puisque paradoxale à première vue, et plus flagrante et compromettante que celle, ordinaire, décrite plus haut. Ses émules, moins nombreux et pour la plupart mieux placés sur l'échelle sociale ou résolus à brûler coûte que coûte les étapes, ne se contentent pas de faire semblant de jouer le jeu proposé par le pouvoir pour se donner bonne conscience ou conjurer la mauvaise conscience et, en attendant, grignoter quelques avantages. Ils en rajoutent, en toute conscience, délibérément, en prétendant représenter, ou

plutôt «incarner» la conscience de ceux qui demeurent silencieux et passifs. De sensibilité non communiste ou anticommuniste, les adeptes de l'engagement paradoxal pratiquent la surenchère en faveur du régime dans l'espoir ou sur le prétexte de le changer. Les scénarios de ce réformisme «diabolique», qui repose sur une démarche individuelle et secrète, sont innombrables. Il n'est donc pas aisé de déterminer les convictions et les visions du monde qui motivent et justifient cette collaboration tactique. Elles sont forcément implicites. Les innombrables sous-entendus qui les signifient renvoient habituellement à des généralités sur le thème de la défense des valeurs et intérêts de la nation.

Comment expliquer le succès de cette démarche vouée, du point de vue des objectifs généreux affichés par ses partisans, à l'échec? Sur le plan personnel, elle se traduit, certes, par des avantages nettement plus substantiels que dans le cas de la complicité ordinaire. Mais la différence est ailleurs: à force d'en rajouter on finit par se rapprocher du pouvoir, par en faire usage – le pire, en attendant le meilleur... En l'occurrence, la proximité du pouvoir central n'a rien d'imaginaire, comme dans le cas de la complicité ordinaire, et l'ivresse qu'il en résulte ne risque pas de perdre ceux qui, jusque-là, ont su si bien garder secrètes leurs «vraies» convictions.

Toutes les classes, couches et catégories de la population roumaine nous fournissent des exemples de collaboration tactique. Parmi les intellectuels, le phénomène a pris pendant les années ayant suivi les événements de 1968 une ampleur considérable et une signification sociale particulière.

La responsabilité des intellectuels

Qu'est-ce que les intellectuels? Mettons, pour faire vite, l'élite de l'intelligentsia. Ceux qui sont les plus en vue, dont on parle ou qui font parler d'eux, ceux qui sont bien placés dans les institutions dont ils relèvent (associations

professionnelles, universités, recherche, édition, presse), ceux qui sont les plus performants et, parfois, mais pas obligatoirement, les plus compétents dans leur domaine au sein de l'intelligentsia au sens large que l'on accordait au mot en Russie. Plus précisément, ceux dont l'activité implique nécessairement une relation avec un public et/ou ceux dont le prestige confère à leurs prises de position un impact sur le public: écrivains, historiens, publicistes, professeurs universitaires, chercheurs scientifiques, artistes, etc. Dans un régime communiste, pour qu'un tel rapport au public puisse s'établir, pour que les intellectuels puissent exister, il faut l'aval politique et le concours médiatique du parti-État. Une marge de liberté peut, certes, apparaître lorsque l'on décide de se passer du concours médiatique de l'État à travers le samizdat en prenant le risque de s'exposer à la répression. Mais ce phénomène n'a jamais pris d'ampleur en Roumanie. L'évolution de l'élite de l'intelligentsia roumaine suit fidèlement depuis 40 ans celle du parti-État. Dès l'instauration du régime actuel et pendant toute sa période héroïque, quantité d'intellectuels, et pas des moindres, subirent l'interdiction professionnelle, furent marginalisés, persécutés, emprisonnés... Les autres eurent droit à un traitement privilégié, au point d'être acceptés au sein de la haute nomenclature, mais furent strictement contrôlés et sans initiative autonome. Précisons que pendant l'entre-deux-guerres l'impact des communistes dans la vie intellectuelle roumaine était dérisoire et l'influence de la gauche non communiste très limitée, tandis que l'extrême droite tenait autour des années 30 le haut du pavé. L'opportunisme, parfois sordide, a joué le rôle moteur dans la reconversion subite et le ralliement au régime de certains intellectuels qui ont permis la formation soudaine de l'élite culturelle communiste de l'après-guerre. Une des conséquences de cette situation sera l'absence de toute crise majeure de conscience parmi les intellectuels officiels à la suite du XX^{e} Congrès qui aurait pu permettre, comme en Hongrie ou en Pologne, des dérapages

antistaliniens.

À partir de la fin des années 50 et tout au long des années 60, l'élite roumaine connaît une sensible et inattendue amélioration de son sort. Des intellectuels de valeur, parfois à peine sortis des prisons, peuvent réintégrer des postes qui leur étaient interdits (et qu'ils occupaient avant l'arrivée du régime communiste), d'autres intellectuels également de valeur, parfois, malgré leur opportunisme, peuvent s'exprimer plus librement dans leur domaine d'activité sans risquer de perdre leurs postes. Les jeunes intellectuels arrivant sur le marché sont désormais soumis à moins de compromissions que leurs aînés qui n'avaient joui qu'à ce prix des avantages du régime et ne sont plus obligés de prendre le chemin de croix de ceux qui avaient été rejetés par le régime. Les perdants étaient nombreux mais ne pouvaient pas opposer une résistance notable. Je pense à ceux dont l'ascension au sein de l'élite intellectuelle étaient due exclusivement à la promotion politique.

La stabilisation et l'autochtonisation du pouvoir communiste sont pour beaucoup dans cette évolution du statut et de la composition socio-politique de l'élite culturelle du pays. Consolidé à l'intérieur grâce à une terreur dont il peut désormais se passer, tant son simple rappel se révèle dissuasif, et en voie d'émancipation sur le plan international, le pouvoir communiste roumain a tout intérêt à développer une élite locale plus compétente et, dans l'ensemble, favorable aux nouvelles orientations du pays, notamment dans le domaine des relations avec l'URSS. L'autonomie octroyée aux intellectuels se limite certes à leurs domaines professionnels respectifs. Ceci constitue un progrès substantiel dont témoigne avec éclat l'essor exceptionnel de la vie culturelle de la Roumanie dans les années 60. Dans le domaine politique proprement dit il n'y a pas de modification majeure. Bon nombre d'intellectuels se réjouissaient, ce qui est compréhensible, de pouvoir enfin

retrouver, affirmer et développer des valeurs nationales longtemps mises à mal par l'idéologie prosoviétique. La raison en était simple: l'usage modéré et précautionneux de cette «liberté» inattendue correspondait à l'orientation du parti-État. En revanche, il n'a jamais été question sérieusement pendant les années 60 que le parti-État perde ou desserre son monopole sur la médiation institutionnelle et politique entre l'intellectuel et son public. Les velléités affichées des intellectuels roumains tant dans les années 50 que dans les années 60 étaient plutôt minimalistes. Ils voulaient avant tout pouvoir exercer leur métier, leurs activités, honnêtement sans intrusion extérieure systématique du politique. Cela n'allait évidemment pas sans heurts et conflits, ce dont ils étaient conscients. Ponctuellement, des compromis équitables pouvaient être envisagés et, à condition que l'on y mette du sien des deux côtés, les négociations entre les intellectuels et le pouvoir politique pouvaient aboutir à des solutions acceptables.

Ce <i, somme toute confortable, n'était pas moins fragile. À regarder de près la situation, on constate l'existence de plusieurs facteurs qui poussaient bon nombre d'intellectuels à vouloir jouer un rôle politique, même si, en ce temps, ils ne posaient pas forcément dans ces termes le problème et si leur conception de la politique était bien distincte de celle du parti.

Premièrement, la mémoire des humiliations subies pendant la période stalinienne était toujours vive, y compris chez les nouvelles générations. Le fait que ce soit le promoteur de ces humiliations, le parti lui-même, qui leur a mis fin, quasiment du jour au lendemain, ne pouvait pas ne pas peser sur le nouveau *modus vivendi*.

Deuxièmement, la condition toujours subalterne des intellectuels vis-à-vis de l'instance politique organisée du parti-État générait des frustrations d'autant plus aiguës que leur poids dans la vie du pays n'a cessé de croître tout au

long des années 60.

Troisièmement, enfin, si le monopole exercé par le parti communiste roumain les agaçait et si, dans leur for intérieur, ils ne se faisaient pas beaucoup d'illusions sur le changement de la nature du parti, les intellectuels n'étaient pas moins, pour la plupart, en accord avec les nouvelles orientations de la direction de ce même parti. Les mobiles de cet accord sont multiples, parfois contradictoires. Ils pouvaient relever de la revanche nationaliste conservatrice (dont l'aboutissement pouvait être imaginé à la suite de la restauration par le parti de la dimension nationale dans la vie politique du pays) comme de la volonté de renouveau modernisateur (dont la réalisation partielle ne relevait plus de l'utopie en raison de la libéralisation, certes relative, puisque consécutive à une déstalinisation tardive et timide), parfois des deux à la fois.

Ces trois facteurs permettent de comprendre, tout au moins jusqu'à un certain point, la précipitation avec laquelle tant d'intellectuels ont cru pouvoir mettre à profit l'ouverture de Ceausescu en 1968 (qui, en condamnant l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Union soviétique, accomplissait, aux yeux des Roumains, un acte de haut patriotisme, tout en soutenant le régime réformiste et libéral de Dubcek) et ont tenté de jouer un rôle politique. Leur tentative s'est traduite dans un nombre considérable de cas par des formes de collaboration tactique. Une telle collaboration était vouée à l'échec par le caractère non concerté de la démarche (ce qui n'enlève rien à sa signification sociale) et, surtout, par le refus de l'appareil et du clan Ceausescu (qui, sur ce point, ont agi en «orthodoxes») de partager le pouvoir.

On peut s'étonner de la facilité avec laquelle ces intellectuels ont publiquement collaboré sous Ceausescu alors que pendant la période stalinienne les résistances avaient été plus vives et plus fréquentes. En effet, souvent, ces intellectuels étaient déjà compromis avec le régime. Les uns,

pour avoir bénéficié pendant les années staliniennes d'une bonne situation, les autres, pour avoir été «récupérés» plus tard par le régime, après avoir subi des persécutions. Les thèses de juillet 1971 auront l'effet d'une douche froide, mais la dynamique de collaboration était déjà enclenchée, le processus de complicité déjà entamé, le retour en arrière de plus en plus problématique en raison des compromissions antérieures. Par exemple, l'Appel de l'écrivain Paul Goma, la première et la plus importante initiative dissidente roumaine, lancé en 1977, n'a été signé par aucun de ses confrères qui préféraient désormais soit se retirer discrètement, soit, plus bruyamment, pratiquer la surenchère au mépris de tout bon sens.

Petit à petit, à partir de la deuxième partie des années 70 et tout au long des années 80, de plus en plus d'intellectuels se sont ressaisis et retirés de la place publique, sans succomber pour autant à la tentation d'une dénonciation en bonne et due forme du régime. Ils lui préféraient la critique voilée, dès lors que l'occasion se présentait, et surtout la résistance culturelle. L'argument le plus fréquemment avancé était: Ceausescu veut détruire la science, la culture; notre mission à nous est de les maintenir, par notre travail et notre opiniâtreté...; à quoi serviraient les protestations de tel ou tel d'entre nous sinon à affaiblir les positions d'une culture qui court le risque d'être annihilée par la folie destructrice du régime. Indépendamment des réserves que l'on peut éprouver devant ce raisonnement, il faut reconnaître que ses résultats ont été non négligeables. Dans le domaine littéraire par exemple on trouve dans la production des années 80, donc en pleine dérive, des œuvres d'une grande qualité et qui ont joué parfois un rôle considérable dans le maintien de l'esprit critique, y compris dans le domaine politique, des Roumains.

Les dénonciations courageuses se sont multipliées pendant les deux années précédant la chute de Ceausescu et, à partir de fin décembre, leurs auteurs, parfois des intellectuels de

renom mais pas forcément représentatifs de leurs corporations, occuperont les premiers rangs de la scène politique. Cependant, dans l'ensemble, les intellectuels joueront un rôle plutôt modeste dans le débat et la vie politiques du pays. La responsabilité dans leur aventure politique antérieure y était sans doute pour quelque chose.

Le poids de la complicité

«Pour s'en sortir, une seule solution, lécher le c...», explique l'optimiste au pessimiste, qui s'empresse de lui faire remarquer: «Je veux bien, mais encore faut-il en trouver.» Sur le mode cynique, ce dialogue qui fait partie du patrimoine critique des populations est-européennes évoque bien le désarroi croissant de ceux qui tentaient encore, ces dernières années, de «faire avec» le régime en Roumanie. Force est de constater que la complicité payait de moins en moins au fur et à mesure que la dérive s'intensifiait. À quoi bon autojustifier une soumission qui rapporte de moins en moins et qui participe, bon gré mal gré, à une dégradation dont tout un chacun ressent les effets. À quoi bon élaborer et mettre en pratique des stratégies sophistiquées de rapprochement du pouvoir alors que ceux qui l'incarnent défendent si jalousement et de manière toujours plus caricaturale leurs prérogatives. Depuis le début des années 80 la complicité perd sa fonction clef dans les rapports entre la population et le pouvoir. L'indifférence hostile et, parfois, l'exaspération non dissimulée, d'un côté, la collaboration tout court, de l'autre, prévalent désormais, même si les formes de la complicité antérieure continuent à déterminer bien des comportements.

Que cherchait le régime communiste roumain par le petit jeu truqué et la soi-disant ouverture proposée en 1968. La réponse est simple et se confond avec l'objectif constant de ce type de régime: accroître et étendre son pouvoir. Qu'a-t-il obtenu en retour? Pour l'essentiel, des formes de complicité, grâce à un faire-semblant de jouer le jeu... Mais le régime n'a pas dû

mettre longtemps pour réaliser que cette complicité ne signifiait pas (et ne débouchait pas forcément sur) la participation active ni mobilisation effective de la population. Ce constat a amené Ceausescu non pas à revoir sa politique mais, au contraire, à prendre des mesures tous azimuts pour mobiliser et faire participer la population à la réalisation de ses objectifs. La complicité et l'indifférence vaguement favorable puis franchement hostile n'ont permis qu'une mobilisation et une participation purement formelles, dont témoignent avec éclat les contre-performances notamment économiques du pays. C'est l'un des facteurs qui ont amené le régime à opérer des retours en arrière et des fuites en avant de type stalinien, les seules solutions de rechange auxquelles il avait recours pour assurer son maintien. Le fantasme totalitaire d'un pouvoir de type communiste est cependant indissociable d'un redoutable pragmatisme politique [3]C'est justement en raison de son prestige à l'intérieur et à l'extérieur du pays, obtenu grâce à son habilité politique, que Ceausescu a pu réaliser le fantasme totalitaire communiste à une époque où dans les autres pays de l'Est les communistes purs et durs avaient renoncé depuis longtemps à de telles velléités.. Malgré ses inconvénients évidents, la complicité présentait aussi un avantage de taille: elle empêchait la révolte. Il fallait donc, coûte que coûte, l'entretenir. Et, dans ce domaine, on peut considérer que si la population «composait» avec le pouvoir, ce dernier «composait» à son tour avec la population. C'est sans doute le secret à la fois de la facilité avec laquelle ont été imposées en Roumanie ces derniers temps des mesures de type totalitaire et de l'impact relativement réduit de ces mesures, surtout en comparaison avec ce qui a pu se passer durant la période stalinienne.

L'indifférence et le désengagement ainsi que la complicité qui peut en découler relèvent, en fin de compte, d'un domaine parmi d'autres qui, en soi, n'est pas décisif: celui de la conviction ou, en l'occurrence, plutôt de l'absence de conviction politique. Il m'a semblé important d'insister sur

cet aspect pour trois types de raisons qui concernent de près l'actualité roumaine et les rebondissements déroutants qui la caractérisent.

Tout d'abord, parce que l'attitude que je viens de décrire sous ses différentes variantes a laissé faire, sinon accéléré, la réactivation progressive des dispositifs et mécanismes de contrôle à velléité totalitaire dont les conséquences sur les conditions de vie et d'organisation sociale, sur l'économie du pays, ont été désastreuses. Le fait que la restauration de la terreur diffuse qui caractérisait le pays à la fin du règne de Ceausescu a eu lieu sans heurts majeurs, presque en douce, ni vague de terreur préventive comme pendant les premières années de la période stalinienne ne ne manquera pas de marquer l'avenir des Roumains et d'entretenir secrètement des phénomènes de culpabilité collective à conséquences imprévisibles.

Ensuite, parce que ces diverses formes de complicité ont profondément marqué les modalités de survie de la société roumaine. La complicité, somme toute limitée et superficielle, avec le pouvoir politique a entretenu et légitimé toute une série de réseaux de connivence, de solidarité, de corruption, de protection qui assurait une permanente «communication» entre les individus et les représentants, petits et grands, du pouvoir. Cette complicité tout court où chacun, des deux côtés, pouvait trouver son compte, favorisera le maintien au pouvoir d'un grand nombre d'anciens responsables de la période Ceausescu. Le FSN saura faire jouer en sa faveur, notamment lors des élections de mai 1990, ce réflexe clientéliste archaïque auquel le régime communiste a donné un nouveau souffle.

Enfin, indépendamment de toute considération que l'on puisse faire sur leurs mobiles, leurs buts et leurs résultats, les stratégies de survie secrétées par la «souveraine indifférence» des Roumains ne laissaient que peu de place à une vision politique, dans l'acception moderne du terme, des

réalités. C'est justement cette vision politique qui a fait défaut au lendemain de la chute de Ceausescu [4]La première partie de ce texte est parue dans *Iztok* n°17 (juin 1989)..

Nicolas Trifon